

**Séance ordinaire du  
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Sécurité publique**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Stationnement Payant sur Voirie  
Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS)  
avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI)  
en cycle complet**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement est assimilé au choix de l'utilisateur d'un paiement postérieur au stationnement par l'intermédiaire d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS).

Le Forfait de Post-Stationnement est donc dû au titre de l'occupation du domaine public, en cas de stationnement sur un emplacement payant de voirie. Il peut être édité par voie dématérialisée et géré par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI).

Désignée par la loi pour l'émission des titres exécutoires, l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions propose aux collectivités de notifier pour leur compte les avis de paiement du FPS directement aux usagers. Cette convention couvrant l'ensemble des échanges nécessaires (avis de paiement, avis rectificatif, encaissement, justificatif de paiement et reversement à la collectivité) laisse aux collectivités la possibilité de proposer un FPS minoré.

Après quelques mois de fonctionnement, il apparaît opportun pour améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur de faire le choix du cycle complet.

En effet, avec la convention « cycle complet », l'utilisateur bénéficie de deux canaux de notification, ce qui sécurise le processus d'information à son attention :

- L'avis de paiement déposé sur le véhicule de l'utilisateur ;
- La notification par voie postale de l'avis de paiement du FPS par l'ANTAI, au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné, dans un délai de 7 à 10 jours après envoi du FPS à l'ANTAI.

En cas de disparition ou de perte de l'avis de paiement déposé sur le véhicule, l'utilisateur aura grâce à cette seconde notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis de 90 jours. De surcroît, il pourra effectuer une réclamation nommée RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) avant la date d'expiration de celui-ci (30 jours).

Enfin, comme en cycle partiel, en cas de non-paiement dans un délai de 90 jours, l'utilisateur recevra un titre exécutoire majoré de 50 euros, en raison des frais de traitement étatique.

Dans le cadre du cycle complet, les frais de gestion de l'ANTAI seront de 1,49 euros par forfait post-stationnement traité par leurs services, réévalués chaque année en fonction du coût de l'affranchissement de la poste. L'ANTAI prélève directement cette somme sur le reversement des FPS à la collectivité.

Cette convention se terminera le 31 décembre 2020. Une nouvelle convention sera nécessaire pour prolonger l'adhésion au service.

La collectivité ayant déjà formalisée une convention avec l'ANTAI, le passage du cycle partiel au cycle complet en sera facilité.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- D'approuver la convention, entre la Ville et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions sur la base d'une procédure en cycle complet ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 juin 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cycle complet ANTAI

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.